



PRÉFET DE L'HÉRAULT



Direction Régionale des Affaires Culturelles

Montpellier, le 15 octobre 2021

Unité Départementale de l'Architecture
et du Patrimoine de l'Hérault

affaire suivie par : Faten Chouikha
téléphone : 04 67 02 32 36
udap.herault@culture.gouv.fr

N.réfs : A21001050D
Pièce jointe : Schéma de la procédure de création de PDA

Monsieur le Maire
Hôtel de Ville
34990 Juvignac

COPIE



Objet : Juvignac – Arrêt du projet du Périmètre Délimité des Abords (PDA) du château. Demande de la délibération du Conseil Municipal ou Communautaire.

Monsieur le Maire,

Conformément à l'article L621-31 du code du patrimoine, l'architecte des bâtiments de France vous a proposé, le 17 décembre 2014, la création d'un Périmètre Délimité des Abords (PDA).

En effet, pour rappel, il s'agit de modifier le périmètre automatique des 500 mètres générés par le monument historique situé sur votre territoire : domaine du château de Caunelles.

Dans le cas où vous seriez favorable à la proposition de modification des périmètres initiaux de 500 mètres et au nouveau tracé de la servitude d'utilité publique que nous vous avons transmis, je vous invite, Monsieur le Maire, à arrêter le projet de PDA par délibération du conseil municipal ou communautaire.

Il conviendra ensuite d'engager une enquête publique, qui peut être conjointe avec vos projets de modification comme de révision du document d'urbanisme et au cours de laquelle le commissaire enquêteur devra consulter le propriétaire de l'édifice Monument Historique.

A l'issue, une nouvelle délibération devra approuver le PDA, afin d'achever la procédure et créer le périmètre par arrêté du préfet de région.

Je vous serai reconnaissante de bien vouloir me tenir informée des différentes phases de la procédure et m'adresser copie de toutes les décisions qui auront été prises concernant la création de ce nouveau périmètre.

Afin de vous accompagner dans cette démarche, je joins, au présent courrier, la procédure de création du périmètre délimité des abords du ministère de la Culture.

Je reste à votre disposition et je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

L'architecte des bâtiments de France

Copie : métropole de Mtp

Faten Chouikha

PÉRIMÈTRES DÉLIMITÉS DES ABORDS (PDA)

Procédure de création ou de modification VIA procédure document d'urbanisme
(articles L.621-31 et R.621-92 à R.621-95 du code du patrimoine et R132-2 du code de l'urbanisme)

En cas de projet d'élaboration, révision ou modification d'un PLU, document en tenant lieu ou d'une carte communale : **le préfet de département saisit l'ABF (art. R.621-93)**

Proposition d'un projet de PDA (art. L.621-31)
par l'architecte des Bâtiments de France (ABF)

Proposition d'un projet de PDA (art. L.621-31)
par la collectivité compétente en matière d'urbanisme

"Porter à connaissance"
par le préfet de département (art. R.132-2 C.urba.)
qui informe la collectivité du projet de PDA de l'ABF

Arrêt du projet de document d'urbanisme

Après avoir consulté, le cas échéant, les communes concernées (art. R.621-93)

Avis de l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme
sur le projet de PDA proposé par l'ABF (délibération)

Avis de l'architecte des Bâtiments de France
sur le projet de PDA proposé par la collectivité

Avis favorable
de l'ABF et de la collectivité

Avis défavorable
de l'ABF ou de la collectivité

Enquête publique unique
sur les projets de document d'urbanisme et de PDA
organisée par la collectivité compétente en matière d'urbanisme
incluant la **consultation**
du propriétaire ou de l'affectataire domanial du MH
par le commissaire enquêteur (art. R.621-93)

Abandon
ou
modification
du projet

Enquête publique
sur le projet de PDA
organisée par le préfet de département
incluant la **consultation**
du propriétaire ou de l'affectataire du MH
par le commissaire enquêteur (art. R.621-93)

Consultation pour accord de l'ABF et l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme
par le préfet de département sur le projet de PDA, éventuellement modifié pour tenir compte des conclusions de l'enquête publique.
En cas de modification du projet de PDA pour tenir compte des conclusions de l'enquête publique ou en cas d'absence de consultation avant l'enquête publique : consultation des communes concernées par l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme. (art. R.621-93)

Accord
de l'ABF et de l'autorité compétente
en matière de document d'urbanisme (délibération)

Désaccord
de l'ABF ou de l'autorité compétente
en matière de document d'urbanisme (délibération)

PDA ≤ 500 mètres

PDA > 500 mètres

Avis de la CRPA
(art. L.621-31)

Avis de la CNPA
(art. L.621-31)

Création du PDA
(arrêté du préfet de région)
(art. R.621-94)

Création du PDA
(décret en Conseil d'État)
(art. L.621-31)

Mesures de publicité (art. R.621-95) :

- notification de la décision par le préfet de région à l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme
- affichage 1 mois au siège de l'EPCI et dans les mairies des communes membres, ou en mairie
- mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département
- publication au RAA de l'Etat dans ce département ou au JORF

Annexion du PDA au document d'urbanisme (annexe du document graphique) par l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme
(art. R.621-95)